

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 5 décembre 2025

ARRÊTE PRÉFECTORAL n°PREF/DCL/BCLUE/2025 339 - 0001

Complétant l'arrêté n°2430 du 30 juillet 1999 autorisant la société STERIMED à exploiter une papeterie sur la commune d'Amélie-les-Bains-Palalda pour ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie et le confinement des eaux d'extinction.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement

Vu le décret du 16 juillet 2025 nommant M. Pierre REGNAULT de la MOTHE, Préfet des Pyrénées-Orientales

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

Vu l'arrêté ministériel du 10/09/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2430 du 30 juillet 1999 modifié autorisant la société ARJOWIGGINS PALALDA à poursuivre l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune d'Amélie-Les-Bains-Palalda ;

Vu le courriel de la société STERIMED du 10/10/2025 transmettant la version modifiée de l'étude des dangers du site d'Amélie-les-Bains-Palalda ;

Vu l'étude de dangers du site d'Amélie-les-Bains-Palalda exploité par la société STERIMED, version 2 – rapport n°R134686635-001-2 du 08/10/2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 21/10/2025 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet le 04/11/2025 ;

Vu l'avis du SDIS du 28/11/2025 ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour de l'étude des dangers de la papeterie exploitée par la société STERIMED à Amélie-les-Bains Palalda a en particulier permis de réévaluer les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie sur la base du guide technique D9 et le dimensionnement de la capacité de rétention nécessaire pour les eaux d'extension sur la base de la note technique D9A ;

CONSIDÉRANT que au regard de ce dimensionnement les moyens disponibles de la société STERIMED sont insuffisants pour assurer la défense incendie du scénario de référence et permettre le confinement des eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels du 10/09/20 et du 04/10/10 susvisés concernant la défense incendie et le confinement des eaux ne sont pas applicables aux installations existantes avant septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'usine STERIMED d'Amélie-les-Bains-Palalda doit se doter des moyens en adéquation avec le risque à défendre ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société STERIMED dont le siège social est situé route de Céret 66110 Amélie-les-Bains-Palalda, immatriculation n° 501 626 741 R.C.S. Perpignan, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la papeterie située route de Céret 66110 Amélie-les-Bains-Palalda, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2430 du 30 juillet 1999 modifié susvisé, complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – MOYENS INCENDIE ET DE CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

A l'article 7.4 « Risques d'incendie » de l'arrêté n° 2430 du 30 juillet 1999 susvisé, sont ajoutés les alinéas ci-après :

Avant la fin du premier semestre 2026 la société STERIMED transmet à l'inspection des installations classées et au service « préparation opérationnelle » du SDIS66 la stratégie opérationnelle retenue pour assurer la défense incendie de la papeterie et le confinement des eaux d'extinction. Cette stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies et le confinement des eaux d'extinction des scénarios d'accident de référence de l'étude des dangers du site.

Avant fin 2026 la société STERIMED met en place les premiers équipements et aménagements permettant de renforcer les moyens incendie.

Avant la fin du premier semestre 2027 la société STERIMED justifie à l'inspection des installations classées la mise en œuvre complète des moyens et aménagements prévus dans la stratégie opérationnelle et la mise à jour du Plan d'Opération Interne prévu à l'article 20.

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société STERIMED, des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 – AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Amélie-les-Bains-Palada et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Amélie-les-Bains-Palada pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de Madame la Maire et transmis à Monsieur le Préfet.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimum de quatre mois et d'une inscription au registre des actes administratifs.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de:
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Suivant les dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement, *les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.*

ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Madame la Maire d'Amélie-Les-Bains-Palada, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié la société STERIMED.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général



Bruno BERTHET